

Convention collective régionale

**IDCC : 8113. – EXPLOITATIONS DE MARAÎCHAGE, ARBORICULTURE,
HORTICULTURE, PÉPINIÈRES ET CRESSICULTURE
(Ile-de-France)
(8 septembre 2006)**

(Etendue par arrêté du 10 janvier 2007,
Journal officiel du 4 février 2007)

AVENANT N° 5 DU 8 JANVIER 2013

NOR : AGRS1397056M

IDCC : 8113

Entre :

La FRSEA d'Ile-de-France,

D'une part, et

L'URSAF CGT ;

Le SNCEA CFE-CGC ;

La FGTA FO ;

La CFTC-Agri ;

Le SFPAH CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} « Champ d'application » de l'accord est modifié comme suit :

« Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord concerne les salariés non cadres ayant acquis une ancienneté de 6 mois continus dans une entreprise qui relève de la convention collective des exploitations d'arboriculture, de maraîchage, d'horticulture, de pépinières et de cressiculture du 8 septembre 2006 (départements : 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95).

La condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil qui suit l'acquisition des 6 mois d'ancienneté. »

Article 2

Dans l'article 3 « Incapacité permanente (invalidité) » de l'accord, un paragraphe est ajouté avant le premier paragraphe actuel, comme suit :

« Pour bénéficier de cette garantie le salarié devra justifier de 6 mois d'ancienneté dans une entreprise appartenant à un secteur d'activité relevant du présent accord. »

Article 3

Dans l'article 4 « Décès » de l'accord, le premier paragraphe est modifié comme suit :

« Pour bénéficier de cette garantie le salarié devra justifier de 6 mois d'ancienneté dans une entreprise appartenant à un secteur d'activité relevant du présent accord. »

Au « B. – La rente annuelle d'éducation » du même article, le premier paragraphe est modifié comme suit :

« En cas de décès du salarié, chaque enfant à charge au moment du décès perçoit une rente annuelle d'éducation égale à : ».

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui prendra effet à la même date que l'avenant n° 4 du 3 juillet 2012 à l'accord du 30 janvier 2008.

Fait à Paris, le 8 janvier 2013.

(Suivent les signatures.)